

Marcoussis en fête

Parc des Célestins

les 13 et 14 juin
49^{ème} fête gourmande de la fraise

le 20 juin
fête des écoles publiques

le 21 juin
fête de la musique

du 26 au 28 juin
fête de l'école des arts

Merci à ceux qui ont déjà donné.
Merci à vous de nous aider à réaliser ce mensuel.

**Les moyens dont nous disposons
sont uniquement votre participation.**

à partir de 8 euros/an

Adressez vous à :

Luce LE PEUTREC 6 sentier de la Jacquemarderie
91460 Marcoussis, chèque à PCF Marcoussis

le Chiendent

Rouge

Projet Transatlantique

Le parlement européen doit voter le 10 juin prochain un texte confortant ou pas la commission européenne dans son projet de créer avec les Etats-Unis un **Grand Marché Unique Transatlantique**.

Cinq commissions du parlement ont rejeté ces dernières semaines ce projet.

Particulièrement son volet consistant à créer un droit des affaires à la place des droits humains avec la création d'un tribunal privé arbitral qui déssaisirait les Etats de leur souveraineté au profit des sociétés multinationales.

Or, jeudi dernier, le 28 mai, une nouvelle alliance entre les groupes socialistes et des droites au sein de la commission du Commerce international, a adopté un texte approuvant les choix de la commission. Le député socialiste français votant contre avec les écologistes, le mouvement cinq étoiles italiens et mon groupe de la Gauche unitaire (GUE /NGL). L'extrême droite laissant passer le texte en ne venant pas voter. Cette « résolution » doit servir de base à la position du Parlement pour les négociations en cours avec les États-Unis.

Ainsi, droite, libéraux et socialistes européens ont volontairement ignoré les risques que fait peser le projet de traité transatlantique sur nos vies car les droits sociaux, nos normes sanitaires, environnementales et la capacité future des

Etats et des parlements à légiférer seraient gravement mis en cause.

En créant une vaste zone de libre-échange regroupant États-Unis et Union européenne, l'accord transatlantique mettrait en concurrence non seulement les productions, les services et les travailleurs, mais aussi toutes les normes existantes: Sécurité sur les produits, les médicaments, les normes sanitaires pour les denrées agricoles, les règles environnementales et les conventions du travail.

Le projet d'inclure dans l'accord un système de tribunaux privés: les *mécanismes de règlement des différends investisseurs-États contre les* droits nationaux et Européens, créerait un nouveau droit au service des puissances industrielles et financières.

Ce texte viendra devant la session du parlement européen le 10 juin. D'ici-là ensemble faisons nous entendre, **amplifions les actions les plus diversifiées auprès de vos parlementaires européens et de tous les élus pour qu'ils n'approuvent pas ce texte.**

La honte du 9 Mai

François Hollande n'a pas jugé utile de se rendre à Moscou pour commémorer le 70ème anniversaire du sacrifice et de la victoire de l'Armée rouge sur le nazisme. Le fait est déjà assez lourd pour être dénoncé. Mais quand on sait que la raison en est le conflit en Ukraine, on a de quoi tomber de sa chaise. Le premier ministre ukrainien, que soutient la France, avait dénoncé il y a quelques mois "l'invasion de l'Allemagne (nazie) et de l'Ukraine par l'Armée rouge en 1945". L'attitude du chef de l'état français, outre l'insulte aux 25 millions de morts soviétiques, laisse entendre que cette position (plutôt les nazis que les rouges) serait moins grave que l'attitude de Moscou dans le conflit ukrainien.

C'est dangereux, soutenir aveuglément le gouvernement ukrainien est un mal sans doute nécessaire aux yeux de Paris pour être un allié docile de Washington. Les libérateurs français et russes se retournent dans leurs tombes,

MÉDIAS

Rendez-nous l'information! Le bébé des royales altesses, on s'en fiche!

Comment notre télévision publique en est-elle arrivée au point de faire l'ouverture du JT par l'annonce de la naissance du second enfant du couple princier britannique. En deuxième position, les milliers de victimes au Népal. Puis quelques mots sur les migrants naufragés. Pour le reste, du sport ! Avant de revenir sur « la forme à peine croyable de la maman et sa beauté » et « la joie immense du peuple britannique ». J'ai éteint la télé, en colère.

Nous pensons que nous ne sommes pas les seuls à être scandalisés par ce traitement de l'info par la télé dite de service public.

Georges Marchais

Les députés Claude Bartelone (PS), Alain Bocquet (PCF), Bernard Debré (Les Républicains), André Santini (UDI), et Roger-Gérard Schwartzenberg (PRG), qui ont siégé à l'assemblée aux côtés de Georges Marchais (député du -Val-de-Marne de 1973 à 1997) ainsi que l'écologiste Noël Mamère, ont demandé mardi 2 juin au maire de Villejuif de revenir sur sa décision de débaptiser le parvis Georges Marchais, du nom de l'ancien secrétaire général du Parti communiste français.

Mediatization/Audiovisuel : Pierre Laurent interpelle le Président du CSA

Courrier de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et Président du Parti de la gauche européenne, adressé à Olivier Schrameck, Président du CSA.

"Monsieur le Président,

Ce week-end à Paris, place de la République, le PCF, le Front de gauche et le Parti de la gauche européenne ont organisé un événement politique d'une très grande portée pour la vie politique française et pour l'avenir de l'Europe, aujourd'hui à la croisée des chemins.

Cinq mille personnes, dont 200 invités venus de 20 pays, 42 organisations politiques, 18 organisations syndicales et 80 associations ont débattu pendant 2 jours, dans 3 plénières et 30 ateliers, des alternatives à l'austérité. Toutes les forces de la gauche française étaient présentes dans une ambiance de travail et d'écoute. Le samedi soir, un concert a donné un caractère populaire et festif à cette initiative et a rassemblé beaucoup de jeunes et de parisiens en solidarité avec les migrants.

Nous avons accueilli Giorgos Katrougalos, Ministre grec de la fonction publique et de la réforme de l'État, Zoe Konstantopoulou, Présidente du Parlement grec, ainsi que plusieurs membres de la direction de Syriza et des personnalités emblématiques de la lutte du peuple grec. Tous étaient à la disposition des citoyens pour expliquer la politique du gouvernement d'Alexis Tsipras, et débattre d'une alternative européenne commune.

Je ne peux m'expliquer l'absence totale des grands médias de l'audiovisuel de notre pays. Comment un tel événement a-t-il pu être passé sous silence ? Et je me permets la remarque suivante issue de mon expérience de Président du Parti de la gauche européenne : cette situation de blackout médiatique n'existe dans aucune autre démocratie européenne.

Un traitement, fut-il critique de l'événement, aurait été normal. Compte tenu de l'actualité européenne, de l'enjeu des négociations en cours entre la Grèce et ses partenaires, le Forum européen des alternatives et ses participants étaient un espace d'explications et de décryptages indispensables à l'information de nos concitoyens? Quel manque à gagner pour le pluralisme, la démocratie et le droit à l'information de nos concitoyens. Il y avait samedi deux actualités politiques. La première porte de Villette avec le congrès d'une UMP relookée; la seconde, place de la République, avec un rassemblement très large des forces progressistes françaises et européennes. Médiatiquement, il ne fut question que de la première alors qu'il y avait la possibilité de faire vivre le pluralisme. 10 ans après la victoire du "Non" au référendum sur le Traité constitutionnel européen, et alors que les grands médias avaient tous fait leur mea culpa, les leçons ne sont toujours pas tirées.

Monsieur le Président, je souhaite vous rencontrer pour échanger avec vous et réfléchir aux moyens d'empêcher qu'une telle situation ne se reproduise."

Sortez du secret ! Mettez cartes sur table sur la situation de la Grèce

Par Patrick Le Hyaric Député au Parlement européen, Vice-président du Groupe GUE / NGL

Ainsi, la chancelière allemande a convoqué nuitamment hier, dans son bureau, le Président de la République française, en compagnie de dirigeants du Fonds monétaire international, de la Banque centrale européenne et de la Commission de Bruxelles pour décider des nouvelles contraintes à imposer à la Grèce.

Au nom de quel principe de démocratie ou de solidarité européenne, organise-t-on désormais, secrètement, des réunions en dehors des dirigeants de la Grèce et même du Conseil et du Parlement européen ? De quel mandat dispose le Président français pour s'y rendre ?

La preuve vient d'être une nouvelle fois donnée que ce sont les dirigeants allemands qui mènent la danse. Le Président français n'a pas à se prêter à ce jeu dangereux. Il doit au contraire se placer du côté du gouvernement grec et l'aider à respecter ses engagements vis-à-vis de son peuple.

Il doit peser en faveur d'une réelle restructuration de ce qui est baptisé « la dette grecque » et ne doit pas se rendre complice des exigences des banques, des dirigeants allemands et de Mme Lagarde qui pousse à une plus grande dérégulation du travail et à une baisse des pensions de retraite.

C'est l'exigence exprimée dimanche dernier à Paris, lors d'un grand forum européen, qui a été marqué par le soutien au peuple grec et la demande du respect de sa volonté de changement.

Que l'on place le débat au grand jour et que l'on permette aux peuples de donner leur avis. Nul doute qu'ils refuseront le sort réservé aux travailleurs, aux jeunes de Grèce pour ne pas avoir à le supporter demain.

En ce sens, soutenons les travaux de la Commission d'audit public de la dette grecque. Au nom d'une Europe solidaire, sortez du secret, mettez toutes les cartes sur la table sur la situation de la Grèce.

Alexis Tsipras a présenté un programme, rien ne s'oppose à ce que l'on aide financièrement la Grèce.

FRANÇOIS HOUANDE SUPERSTAR DANS LE GOLFE



"Quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent"

Serge Dassault
15 mars 2011 à propos de la vente d'avions à la dictature libyenne

► Après l'Egypte et l'Inde, avant, peut-être, l'Arabie Saoudite et les Emirats-Unis, la France a vendu 24 avions de guerre, le Rafale, au Qatar

► On ne relance pas l'économie au risque de la guerre

► Pour inverser la courbe du chômage, plus efficace que les ventes d'armes : taxer la finance, relancer l'investissement, augmenter les salaires

L'alliance européenne contre l'austérité est lancée



"Plus de 5000 personnes ont participé à la première journée du Forum européen des alternatives place de la République. C'est un grand succès pour l'ensemble de la gauche européenne.

Trente partis d'Europe et de la Méditerranée représentant 20 pays, toute la gauche française, 12 organisations de jeunesse, 18 organisations syndicales et 80 associations, se sont rassemblées dans une ambiance de travail et de fête.

L'alliance européenne contre l'austérité vient d'être lancée en France. Dix ans après le Non au TCE, l'alternative est là.

Je lancerai ce midi, avec Zoé Konstantopoulou, Présidente du Parlement grec, Giorgos Katrougalos, Ministre de la Fonction publique grecque, et tous les représentants de Syriza, un appel à la solidarité avec le peuple grec et son gouvernement.

Nous nous engageons ensemble vers **une grande journée d'action unitaire le 20 juin** en France et une semaine de mobilisation européenne du 20 au 27 juin.

Les forces de progrès en Europe gagnent du terrain" .

Pierre Laurent, Président du Parti de la gauche européenne,

Contact : info@lechiendentrouge.fr



**Demandez votre vignette, bon de soutien au
01 69 01 28 76**

Deux cerises, l'une représentant la belle bleue, notre terre commune à défendre d'un possible désastre environnemental, l'autre rouge, comme une invitation à écrire un nouveau projet émancipateur de développement humain.

Une image pour incarner les deux urgences de notre temps. La première, moins habituelle et de plus en plus prégnante, invite à l'indispensable combat pour un nouveau système plaçant en son cœur le développement humain durable, contre le réchauffement climatique et pour la réussite de la Conférence mondiale sur le climat. La fête se veut un appel à ne pas rester les spectateurs effarés de l'épuisement des ressources naturelles, de l'assèchement de la biodiversité, des migrations climatiques et du saccage de notre planète commune. **Un appel à porter avec énergie l'idée de réduire la dette écologique pour sauver d'abord le climat, notre terre, les êtres humains qu'elle nourrit et non plus les puissances d'argent. Quoi de plus révolutionnaire !**

La question sociale, au sens large, sera la seconde urgence, portée avec d'autant plus de force que tout est fait pour l'évacuer du débat public alors que tant de vies sont mutilées! Leur redonner un sens, un espoir de bonheur suppose en tout premier lieu de contester le choix de l'austérité, dogme européen qui, du

chômage à la précarité, aggrave tout et d'abord la crise qu'il est sensé résoudre. Lui résister est à l'ordre du jour, pour que l'humain inspire toutes les décisions jusqu'à modifier la destination de l'argent afin qu'il devienne roi pour le travail, la création, l'innovation, la recherche et la solidarité.

Aucun homme de raison ne devrait accepter que son semblable, devenu par la force des choses un courageux migrant qui fuit les guerres et les persécutions, la misère et les privations, voit son existence, celle de ses enfants menacées. Grand moment de solidarité avec les peuples d'Afrique et du Moyen-Orient, la fête réaffirmera avec force l'exigence d'un Etat pour le peuple palestinien et la libération immédiate de ses prisonniers politiques dont Marwan Barghouti est devenu la figure de proue. Elle célébrera l'héroïque résistance kurde et ses dignes combattants qui luttent contre l'obscurantisme le plus rétrograde. **Internationaliste dans l'âme, la Fête de l'Humanité est aussi celle du combat pour la paix, pour le désarmement nucléaire et un monde sans armes et sans guerres !**

Du Forum social aux différentes allées, elle portera notre détermination à lutter contre les inégalités qui gangrènent nos sociétés. Elle sera le lieu de l'opposition à la funeste loi sur le renseignement qui corsette la démocratie.

Hôpitaux

Ici on ne soigne plus, on compte

La libéralisation en cours de l'hôpital s'attaque aux conditions de travail en même temps qu'elle compromet l'égalité de l'accès aux soins et leur qualité. **Après les fortes mobilisations des 21 et 28 mai, les syndicats de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) appellent à manifester le 11 juin contre le projet de réforme des 35 heures** du directeur général, Martin Hirsch. Le malaise, profond, qui explose à Paris touche tous les établissements où on travaille à flux tendus. C'est la rentabilité ainsi que les nouvelles restrictions budgétaires, totalement irréalistes, qui priment et menacent 22000 emplois, dont 4000 à l'AP-HP

POUR COMBLER LE DÉFICIT, DONNEZ VOS RTT !

10 milliards d'économies sur les dépenses de santé d'ici à 2017, dont 3 milliards à l'hôpital. Mi-mars, les agences régionales de santé (ARS) ont reçu ordre de les mettre en œuvre. 860 millions d'économies sont prévues sur la masse salariale d'ici à 2017.

À l'AP-HP, pour «éviter de supprimer 4000 emplois », Martin Hirsch veut économiser 20 millions par an en « réorganisant » les 35 heures. 50 % des 75000 agents concernés travaillent 7 h 36 par jour (38 heures par semaine), 18 % 7h50 (39h 10), ce qui leur ouvre droit à 18 ou 20 jours de RH par an. Objectif: supprimer tout ou partie des RTT, en mettant par exemple plus de personnels en 7 heures, et flexibiliser au maximum les horaires pour chasser les « temps morts ». 1 milliard d'économies sont attendues du développement de l'ambulatoire (57 % des hospitalisations prévues en 2017).

T2A, LE MODE DE FINANCEMENT QUI PLOMBE LES HÔPITAUX

La tarification à l'activité (T2A) a remplacé dès 2005 la « dotation globale ». Elle finance les hôpitaux en fonction du nombre d'actes effectués, qui sont tous enregistrés, « codés ». Leurs « tarifs » et leur "durée moyenne" sont évalués à partir d'échantillonnages. Exemple: si la « durée moyenne d'un séjour » pour appendicite est évaluée à 3 jours, l'établissement ne sera pas remboursé au-delà. **Si le malade nécessite un séjour plus long parce qu'il a d'autres pathologies (diabétique, cardiaque ...), l'hôpital sera déficitaire sur cet acte. D'où la course à l'acte, et la sélection des patients par le privé.**